



Conférence de presse du comité « Non à l'initiative sur l'élevage intensif » du 13 juin 2022

## À quoi bon accepter l'initiative sur l'élevage intensif, si ce n'est pour mettre en péril des milliers d'emplois ?

*Exposé de Fabio Regazzi, conseiller national, président de l'Union suisse des arts et métiers (le discours prononcé fait foi)*

L'initiative sur l'élevage intensif entend obliger toutes les exploitations d'élevage à respecter au moins le Cahier des charges 2018 de Bio Suisse (espace disponible, taille des troupeaux, programme de bien-être animal « Sorties régulières en plein air », etc.). Les énormes restrictions et obligations frapperaient avant tout les exploitations de porcs, de poulets et de poules pondeuses. Les exploitations bovines seraient elles aussi concernées. Toutes recevraient des directives qui les empêcheraient de se différencier par des labels ou par une production biologique. Il s'ensuivrait une offre unique à un prix beaucoup plus élevé.

L'initiative conduirait à une réduction draconienne du nombre d'animaux en Suisse et donc à une diminution de la production de viande. À l'inverse, la demande en viande suisse resterait stable. Il faudrait donc importer l'offre manquante. La production aurait alors lieu dans des pays où les modes d'élevage sont moins respectueux des animaux. Sans parler des effets négatifs sur l'environnement, qui, au lieu d'être résolus, seraient eux aussi déplacés à l'étranger. Notre propre économie et nos agriculteurs en pâtiraient.

En cas d'acceptation de l'initiative, la production indigène diminuerait d'environ 50 % pour ce qui est des porcs, et même jusqu'à 80 % pour ce qui est des volailles. Des milliers d'emplois sur les 300 000 que compte le secteur agricole et alimentaire se retrouveraient alors en péril, à commencer par les fournisseurs et les prestataires de services de la production animale, mais aussi les entreprises de transformation comme les boucheries et les abattoirs, ainsi que les marchands d'œufs et les fabricants de pâtes. En qualité de président de l'Union des arts et métiers et représentant de l'économie, cette disparition inévitable d'emplois dans un secteur économiquement sain me ferait mal au cœur, surtout dans un contexte où l'approvisionnement indigène et les emplois doivent faire l'objet d'une attention particulière.

Étant donné que, d'une part, nous disposons déjà de normes parmi les plus élevées au monde en matière de bien-être et de protection des animaux et que, d'autre part, les consommateurs peuvent déjà encourager les programmes de bien-être animal en achetant des produits bio ou sous label, l'initiative est inutile dans son intégralité. C'est donc avec la plus grande conviction que je vous recommande de glisser un NON dans l'urne le 25 septembre prochain.